

Document

La révoltante histoire de la "Réserve fédérale" américaine, hold-up planétaire sur la création monétaire

(<http://etienne.chouard.free.fr>)

04.02.2011

Chers amis,

Je suis en train de dévorer **deux livres importants** — **enfin traduits en français** — que je vous conseille de découvrir urgemment.

Il s'agit de l'histoire étonnante —et éclairante— de la prétendue "**Réserve fédérale américaine**" (qui n'est ni réserve, ni fédérale, ni même américaine peut-être...), histoire minutieusement et patiemment reconstituée par deux chercheurs Américains, qui ont consacré toute leur vie à reconstituer ce puzzle compliqué.

Histoire éclairante parce que, manifestement, toutes les banques centrales du monde —y compris la BCE— se sont inspirées de ce modèle maffieux qui vole la création monétaire aux puissances publiques, finance toutes les guerres et les arsenaux, et assujettit les peuples par la dette.

Je ne sais pas s'il est encore possible de venir à bout de ce monstre, mais si tout cela est vrai, il est urgent de lui résister. Il importe surtout d'entretenir **LA MÉMOIRE DES LUTTES**.

• "**Le complot de la Réserve Fédérale**", d'**Antony Sutton** (traduit en 2009), est un petit livre qui se lit en une journée parce qu'il s'en tient au complot des banquiers contre le peuple américain, entre 1907 et 1913 : c'est court, c'est dense, c'est clair, c'est révoltant.

• "**Les secrets de la Réserve Fédérale. La London connection**", d'**Eustace Mullins** (traduit en sept. 2010), est un plus gros livre, très bien écrit, très documenté, retraçant une période plus longue : après avoir, lui aussi, décrit minutieusement le complot scandaleux de l'île Jekyll (1910) et des trois années suivantes de lobbying crapuleux, il montre surtout le rôle décisif de cette mafia bancaire dans toutes les grandes guerres du XXe siècle : c'est terrible, on dirait qu'ils financent (et corrompent) tous les camps !

Le travail de Mullins recoupe en de nombreux points celui d'Annie Lacroix-Riz, elle aussi calomniée par les chiens de garde, bien entendu.

Avant-propos du traducteur (du livre de Mullins) :

Alors que j'effectuais des recherches pour la rédaction d'un article sur le Groupe de Bilderberg, je me suis rappelé que dans les oubliettes de mon capharnaüm informatisé, traînait quelque part une copie de "*The Secrets of the Federal Reserve*". Je l'avais déjà parcourue en diagonale et je savais que j'y trouverai des informations sur les deux personnages américains qui avaient créé en 1952 la branche américaine du Bilderberg, David Rockefeller Jr. et Averell Harriman.

Rockefeller apparaissait au centre de toutes les entreprises de contrôle planétaire, *Council on Foreign Relations* (le CFR), Commission Trilatérale (qu'il créa en 1973), Université de Chicago (créée par son grand-père)... et, à présent, le Bilderberg. Averell Harriman, de la banque *Brown Brothers, Harriman*, avait quant à lui financé une partie de la machine de guerre nazie et échappé en 1942 à des poursuites pour intelligence avec l'ennemi, pour devenir dès 1945, à la mort de Franklin Roosevelt, l'ambassadeur des États-Unis auprès de la Grande-Bretagne.*

Je repris donc la lecture des « Secrets de la Réserve Fédérale » et la nature des choses m'a commandé d'en faire la traduction. Au fur et à mesure que je progressais dans mon ouvrage, je découvrais des secrets plus explosifs les uns que les autres et, tel un cyberinsecte internetivore, je vérifiais les sources d'Eustace Mullins en dévorant la toile, tout en étoffant son étude pour mes besoins personnels.

Depuis que j'avais lancé mon modeste site de géopolitique, « Questions Critiques », j'étais toujours à la recherche dans la presse et la littérature anglophones de clés de compréhension que je pouvais mettre en ligne en français sur mon blog. Là, j'étais servi ! Les pièces de ce gigantesque puzzle commençaient à s'ajuster et je pouvais enfin établir le lien entre certains aspects obscurs de l'Histoire et la manière dont fonctionne le monde aujourd'hui. J'avais sous les yeux la preuve que le sort des peuples se décide en coulisses.

Dans les *Secrets de la Réserve Fédérale*, Eustace Mullins nous offre une lecture passionnante de cette page d'Histoire qui s'est écrite entre le crépuscule du 19^{ème} siècle et la veille de la Seconde Guerre Mondiale. Il nous apporte un éclairage saisissant sur les puissants qui se cachent derrière le « *Novus Ordo Saeculorum* », le nouvel ordre du monde, et comment ils ont construit la *Mondialisation*, telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Bousculant les thèses propagandistes du « politiquement correct », l'auteur plonge au cœur de cette vaste entreprise politico-économico-médiatique et nous livre les secrets qu'il a découverts au cours de plus de trente années de recherches. D'abord, l'expédition secrète de Jekyll Island où a été forgé le projet d'une banque centrale américaine, qui deviendra ce qu'on appelle aujourd'hui familièrement « la Fed ». Ensuite, une étude minutieuse des personnages centraux de la conspiration de la réserve fédérale, avec son lot de trahisons, de complots, d'alliances, de mariages et de fortunes colossales accumulées. Enfin, les liens secrets qui unissaient entre eux les grands banquiers de l'époque, qui contrôlaient non seulement les richesses de la planète mais aussi la décision politique. On apprend comment s'élisent les présidents des États-Unis et comment la stratégie financière de haute-voltage permet de manipuler les peuples. Il est impossible de sortir intact d'une telle œuvre majeure, tant ce que nous croyions savoir de l'histoire contemporaine y est magistralement remis en cause. Ce livre offre une telle révision de l'histoire contemporaine, que celui qui cherche à appréhender le monde avec discernement y trouvera non seulement de quoi nourrir sa curiosité et combler un grand nombre de lacunes, mais il en sortira bouleversé.

Les quatre premiers chapitres exposent avec minutie la façon dont les banquiers et leurs complices au Congrès des États-Unis mirent en œuvre la conspiration qui conduisit à la création de la Réserve Fédérale des États-Unis. Cette partie de l'ouvrage pourra sembler aride à beaucoup de lecteur, mais elle est essentielle pour comprendre l'état d'esprit qui animait ces personnages, parfois hauts en couleur, qui ont cherché à capter toutes les richesses du monde. Mais cette conspiration n'aurait jamais pu voir le jour si une autre conspiration plus vaste, à l'origine de la finance moderne qui plonge aujourd'hui le monde dans un marasme économique et financier comparable en dimension à la crise des années trente, n'avait existé.

Les chapitres cinq, six et sept démêlent l'écheveau de cette gigantesque cabale et nous conduisent dans les grandes capitales européennes de la finance, d'abord à Londres et à Paris, puis à Berlin, depuis les guerres napoléoniennes jusqu'à l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler en Allemagne.

Le reste de l'ouvrage est consacré au décryptage des événements qui ont marqué la première moitié du 20ème siècle, jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale, et le rôle qu'y ont joué les grands financiers internationaux : la Première Guerre Mondiale, la grande crise agricole de 1920 aux États-Unis et la Grande Dépression de 1929.

Eustace Mullins, décédé à l'âge de 87 ans le 2 février 2010, tenait à ce que la version française de « *The Secrets of the Federal Reserve* », reprenne dans l'intégralité la dernière version de son ouvrage qu'il a terminée en 1991.

Jean-François Goulon

Août 2010

* Comment le grand-père de Bush a aidé Hitler à accéder au pouvoir, par Ben Aris et Duncan Campbel, *The Guardian* (25 sept. 2004) :

http://questionscritiques.free.fr/Bush/Prescott_Bush_Hitler.htm

Préface de Michel Drac :

L'ouvrage d'Eustace Mullins raconte une étape-clef de l'Histoire économique récente - une étape qui détermine, encore aujourd'hui, le mode de fonctionnement de notre économie.

1907 : la panique monétaire fragilise le capitalisme américain.

1913 : la *Federal Reserve* est constituée.

Entre ces deux dates : six ans d'intrigues, de serments trahis, de mensonges éhontés et de demi-vérités soigneusement travesties. Six ans, au cours desquels les grands banquiers d'affaires prirent appui sur la faillite programmée de leur système, pour refonder leur pouvoir.

C'est cette victoire des banquiers que raconte Mullins - une heure sombre dans la lutte toujours recommencée entre le Capital et les peuples.

Toute la dynamique de notre économie contemporaine résulte de cet instant décisif, où le marchand d'argent s'arrogea le droit de *fabriquer* le signe monétaire. Et cela, pour la première fois, en pratique, à l'échelle du monde.

Eustace Mullins a rédigé la chronique du plus grand hold-up de l'Histoire.

Cependant, si les événements de 1913 furent sans précédent par leur échelle, leur dynamique, quant à elle, ne présentait aucun caractère de nouveauté.

Le capitalisme est un champ de bataille, et cela ne date pas d'hier.

On en trouvera la preuve dans un texte presque aussi vieux que la civilisation : le Pentateuque.

Voici l'histoire de Joseph en Égypte (Genèse, chapitres 34 à 50).

Joseph, fils de Jacob, est trahi par ses frères, jaloux de ce cadet trop brillant. Il est vendu comme esclave en Égypte. Un malheur pour un bonheur : au pays de Pharaon, ses qualités intellectuelles supérieures lui assurent une fulgurante ascension sociale.

Nomade, Joseph est naturellement étranger aux populations sédentaires de l'Égypte. Mais justement : cela fait sa valeur aux yeux du Prince. Parce que Joseph lui devra tout, parce qu'il est un excellent gestionnaire, parce qu'il est loin des intrigues de la cour, Pharaon fait de lui son intendant.

Joseph suggère une méthode pour éliminer les famines qui ravagent l'empire. Que partout à travers l'Égypte, on érige des greniers, et que dans ces greniers, on dépose le cinquième des récoltes. Lorsque les récoltes seront bonnes, les réserves s'accumuleront. Mais en période de vache maigre, Pharaon revendra le contenu de ses greniers, et la disette sera évitée.

L'Égypte prospère. Mais très vite, le système entre en crise. Confiants dans les greniers d'État, privés d'un cinquième de leur récolte, les Égyptiens cessent d'épargner. Et lorsque plusieurs mauvaises années se suivent, le peuple, ruiné, ne peut racheter son blé.

Aux affamés, Joseph propose alors un accord : il leur donnera du grain, en échange de quoi, ils céderont leurs terres. Les Égyptiens acceptent. Et ainsi, en réservant l'épargne à Pharaon, Joseph est parvenu à confisquer le capital productif.

Escroquerie ? Certainement. Monstruosité ? Rien n'est moins sûr.

Le patriarche Joseph est un personnage complexe. Au vu du texte, il est impossible de dire s'il *prend la décision* de se faire spoliateur. Au départ, son rôle de conseiller économique auprès de Pharaon n'a rien de déshonorant : c'est semble-t-il pour le bien du peuple qu'il ordonne la construction des greniers. C'est encore pour éviter que les Égyptiens ne meurent qu'il leur vend blé contre terres. Joseph n'est pas l'âme damnée de Pharaon; il s'attache tout simplement à rationaliser le processus de la domination politique, sous l'angle économique. C'est un cadet dépossédé, qui s'élève dans la hiérarchie sociale en utilisant ses capacités intellectuelles supérieures, au sein d'un monde régi par la force. C'est un nomade rusé, doublé d'un dominateur par l'esprit - mais ce n'est pas un monstre.

Son caractère profondément humain transparaît bien dans les chapitres finaux de la Genèse, chapitres au cours desquels va se nouer le drame d'Israël.

Joseph pardonne à ses frères de l'avoir jadis vendu comme esclave, et installe sa nombreuse famille sur la terre d'Égypte, où elle prospère.

Elle prospère tellement, d'ailleurs, et se multiplie si bien, que Pharaon prend peur. Et si ces parvenus, ces nomades rusés, finissaient par sortir de l'ombre où ils se tiennent ? Après tout, rien ne les sépare du prince, hormis le trône. Dès lors, le but obligé de Joseph n'est-il pas de devenir le maître de Pharaon ?

Ici commence le livre de l'Exode.

Violent, cruel, le système induit par les choix de Joseph opprime tous les Égyptiens. La froide rationalité du patriarche a généralisé un esclavage implacable : sa descendance en paiera le prix. Pharaon, pour mater les Hébreux, les jette à leur tour dans les chaînes que leur père a consolidées.

La Bible énonce le caractère dialectique des relations - en quoi même un athée devra reconnaître qu'elle est une révélation sur la nature du monde. Le Livre dit : la lutte entre nomades prédateurs et sédentaires productifs, entre oppresseurs et opprimés, n'oppose pas des camps *essentialisés*. Un nomade peut se sédentariser, un oppresseur peut rejoindre le camp des opprimés. La victoire prépare la défaite, la prospérité engendre la misère, la libération porte en germe l'esclavage - et réciproquement.

Réciproquement, car de l'esclavage, les descendants de Joseph vont s'élever vers un nouveau projet, plus ambitieux, plus libérateur que celui de leur ancêtre. Il ne s'agit plus de se tenir dans l'ombre de Pharaon, de participer à son oppression pour ne pas être opprimé : il s'agit d'abolir l'oppression elle-même, en libérant tout un peuple.

Apparaît Moïse. Son projet : conquérir la terre promise. Il existe bien sûr d'innombrables interprétations du terme. Mais sous l'angle économique, la terre promise, c'est celle où, comme il est écrit : « Tu ne prêteras pas à intérêt à ton frère » (Deutéronome, chapitre 23).

Le projet de Joseph, le capitalisme, a engendré celui de Moïse, la révolution.

Sous l'angle économique, le reste, c'est-à-dire le christianisme, ne sera jamais que l'instant où Moïse et Joseph seront, enfin, séparés l'un de l'autre.

Nous vivons aujourd'hui, à une échelle infiniment plus grande, la réédition des mécanismes décrits par la Bible. Ce que raconte Mullins, c'est l'accord passé, au début du XX^e siècle, entre le nouveau Pharaon, l'État américain, et le nouveau « Joseph », en l'occurrence un « Joseph » collectif : les grandes banques anglo-saxonnes, basées principalement dans la City de Londres.

Comment en était-on arrivé là ?

Pour le comprendre, il faut s'intéresser à *l'esprit américain*.

La révolution américaine ne fut pas une révolte contre l'Empire britannique en tant que tel : c'était, avant tout, un refus de souscrire au modèle économique de cet empire.

Certes, à aucun moment, les Américains n'envisagèrent de rompre avec le capitalisme. La libre entreprise était pour eux un idéal. Oui, mais voilà, il existe deux capitalismes : celui des gestionnaires de la production d'une part, et celui des marchands, donc des banquiers, d'autre part.

Une grande partie de la Réforme protestante, sur le plan pratique, consista précisément à structurer la lutte entre ces deux capitalismes. Suivant Max Weber sur ce point précis, nous admettons que le protestantisme, à l'origine religion de la petite bourgeoisie productive, constituait aussi une idéologie de combat, au service du capitalisme des producteurs, contre le capitalisme des banquiers. Il s'agissait, par la rapidité de l'accumulation du capital, de produire à une telle cadence que la ponction opérée par Pharaon ne suffirait plus à confisquer les biens de production. La libre entreprise, dans l'esprit des populations protestantes de la Nouvelle Angleterre, c'était en somme le

droit d'aller plus vite que le banquier, pour rester libre de toute hypothèque. Il s'agissait de prendre « Joseph » de vitesse.

Évidemment, pour que ce projet eût un sens, il fallait que le niveau de la ponction n'augmentât pas indéfiniment. Il convenait donc qu'il fût négocié. C'est pourquoi la revendication première des colons américains, de la Boston Tea Party à la déclaration d'indépendance, ne fut nullement l'affirmation d'une identité distincte. La revendication première fut : « Pas de taxation sans représentation ». Ce n'était pas à l'Empire britannique de fixer le niveau des taxes, il devait être approuvé par les assemblées des colonies : voilà de quoi il s'agissait.

Ainsi, lorsque les Américains se décrivent eux-mêmes comme le nouvel Israël, ils n'ont pas tout à fait tort sous l'angle économique. Ils ont bel et bien voulu conquérir une terre promise, une terre où l'on ne prêterait pas à taux usuraires - une terre où « Joseph » ne pourrait pas indéfiniment spolier et taxer.

Le malheur a voulu que ce projet initial dérivât progressivement, jusqu'à se retourner contre lui-même.

Comme dit précédemment, **la frontière entre oppresseurs et opprimés, spoliateurs et spoliés, n'est jamais stable. Le même homme, le même groupe, peuvent être oppresseurs dans un contexte donné, mais opprimés dans un autre environnement. Et la barrière peut être franchie dans un sens, mais aussi dans l'autre.** Comme expliqué ci-dessus, « Joseph » est inhumain non par essence, mais parce que ses intérêts divergent de ceux de la grande masse des hommes. Il devient leur adversaire obligé sans l'avoir voulu. **Il n'est pas nécessaire d'être monstrueux pour devenir inhumain : il suffit d'être très, très riche.**

La haute bourgeoisie nord-américaine prospéra si bien qu'elle se trouva à son tour détentrice d'un capital en excès, qu'elle ne pouvait rémunérer qu'en augmentant le prélèvement sur la plus-value. Vint le moment où, de par ses intérêts mêmes, cette haute bourgeoisie se trouva naturellement plus proche de ses anciens adversaires britanniques que du reste du peuple américain. Dès lors, la ligne de partage entre gestionnaires de la production et gestionnaires du capital se déplaça subrepticement. Elle ne séparait plus une Amérique homogène d'un Empire britannique prédateur : elle traduisait désormais l'opposition entre un peuple américain productif et l'Amérique oligarchique naissante, spontanément solidaire de l'Empire britannique.

C'est avec la constitution de la FED que le délit fut consommé. Désormais, les centres de décision du capitalisme américain seraient, de par leurs intérêts, liés à ceux du capitalisme britannique. L'État américain n'était plus celui de Moïse : c'était celui de Pharaon, donc de « Joseph ». Les descendants spirituels de Moïse dans le Nouveau Monde avaient, pour certains d'entre eux, rallié le camp de l'ennemi.

C'est au récit de cette trahison qu'Eustace Mullins décida de consacrer sa vie.

Honneur à lui. Nous faisons tous partie d'un livre écrit par Dieu. La plupart d'entre nous ne sont que l'encre. Quelques-uns, cependant, reçoivent la Grâce d'être la plume.

La situation contemporaine n'est que la continuation de 1913. Et donc, lire Mullins, c'est comprendre la généalogie de notre désastre.

Dans le système capitaliste du XIX^e siècle, on opposait encore la Haute Banque, qui jouait avec son argent, et la banque de dépôt, qui faisait travailler l'argent de ses clients. Mais cette distinction n'a plus aujourd'hui la moindre signification. Depuis 1913 et la création de la FED, les banques d'affaires ont de fait placé les banques de dépôt sous leur coupe. Non contentes de pouvoir spéculer avec l'argent du public, elles se sont octroyé un privilège extraordinaire, qui a profondément modifié le système capitaliste : elles peuvent fabriquer l'argent ex nihilo - ceci implique que, même du Glass-Steagall Act à son abolition, soit de 1933 à 1999, la haute finance eut constamment, en pratique, la haute main sur l'ensemble du capital. Pouvoir créer de l'argent ex nihilo, c'est s'approprier une fraction indéfinie de la masse monétaire globale, donc réduire indirectement les dépôts du public.

L'endettement formidable sous lequel croule désormais l'Occident résulte, en grande partie, du coup d'État bancaire de 1913. Certes, depuis, bien des facteurs aggravants se sont ajoutés au désastre initial. Mais il n'empêche : avant la création de la FED, la dette publique américaine était presque inexistante. Même les énormes coûts de la guerre de sécession furent absorbés par la formidable capacité de développement productif de l'Amérique. Inversement, depuis la création de la FED, la dette, tant publique que privée, n'a cessé d'enfler. Le « Joseph » américain s'est comporté exactement comme son devancier trimillénaire. Pour confisquer le capital productif avec l'appui du pouvoir, il s'est réservé la fonction d'épargne. Voici la cause profonde de la crise, peut-être décisive, dont nous observons les soubresauts inquiétants depuis 2007.

Le lecteur décèlera sans peine, dans le récit de Mullins, tout ce qu'il a de profondément actuel. Il repérera aisément les ressemblances nombreuses qui rapprochent nos années 2010 de celles qui précédèrent la constitution de la FED. Il constatera comment, hier comme aujourd'hui, les oligarques, si partisans du libéralisme pour les autres, se montrent en revanche très soucieux de régulation, s'agissant de leurs relations réciproques. Il tirera de grands enseignements en étudiant les précautions extraordinaires prises par ces personnages pour rester invisibles aux yeux du grand public. Et derrière le trône de notre Pharaon états-unien, il scrutera l'ombre où se tiennent nos modernes « Joseph ». **Derrière les discours de propagande des économistes conformistes, il décèlera une pensée prostituée.**

Le lecteur trouvera aussi, dans le récit d'Eustace Mullins, un exemple instructif de crise provoquée. En étudiant les mécanismes de la crise agricole de 1920, le lecteur se souviendra des politiques de crédit abondant suivies, sous l'administration Bush, par Alan Greenspan. Le lecteur comprendra comment, via la politique monétaire, les intérêts privés perfectionnèrent le système antique du patriarche Joseph : désormais, il ne s'agit plus de prévoir les années de vache maigre, il s'agit de les faire advenir.

Le lecteur, enfin, sourira sans doute en prenant connaissance des circonstances dans lesquelles le Président et le Congrès des États-Unis furent amenés à créer la FED. Il se souviendra avec intérêt de la confrontation Obama - McCain, en suivant les péripéties qui amenèrent à l'élection de Wilson. Il trouvera sans mal, dans les votes précipités du début du XX^e siècle, nombre de points communs avec les modalités d'adoption des plans d'aide au secteur bancaire, en 2008 et 2009.

Mais assez prodigué de conseils ! Le lecteur n'en aura nul besoin, car tout est clair.

« Voici les simples faits de la grande trahison... »

Table des matières

Préface de Michel Drac

Avant-propos de l'auteur

Introduction

Chapitre I - Jekyll Island

Chapitre II - Le Plan Aldrich

Chapitre III - The Federal Reserve Act

Chapitre IV - Le Comité Consultatif Fédéral

Chapitre V - La Maison de Rothschild

Chapitre VI - La Connexion Londonienne

Chapitre VII - La Connexion Hitlérienne

Chapitre VIII - La Première Guerre Mondiale

Chapitre IX - La Crise Agricole

Chapitre X - Les Créateurs de Monnaie

Chapitre XI - Lord Montagu Norman

Chapitre XII - La Grande Dépression

Chapitre XIII - Les Années 30

Chapitre XIV - Exposé Parlementaire

Addenda

Appendice 1

Biographies

Bibliographie

J'ai fini le livre de Sutton et j'avance dans celui de Mullins, c'est littéralement passionnant.

Nota : le livre de **Mullins doit être complété par des TABLEAUX importants**, qui ne pouvaient pas être intégrés au format du livre sans devenir illisibles (les caractères auraient été trop petits), et **que vous devrez donc télécharger et imprimer vous-mêmes**, en A4 ou en A3 : http://www.scriptoblog.com/index.php?option=com_content&view=article&id=558:elements-en-

[ligne-pour-qls-secrets-de-la-reserve-federaleq&catid=35:actualite-des-editions-le-retour-aux-sources&Itemid=53](#)

Bien sûr, il doit être possible de formuler **objections et critiques** contre ces analyses, ou contre ces auteurs (la calomnie ad hominem et l'amalgame salissant étant les techniques habituelles des privilégiés et de leurs chiens de garde pour discréditer ceux qui les dénoncent), et je vous invite à faire connaître ces critiques pour en examiner ensemble la pertinence et l'importance.

Quoi qu'il en soit, un travail de recherche aussi explosif, sur un sujet aussi central, devrait **au moins faire l'objet d'un débat**, plutôt que d'être carrément ignoré par les professionnels de l'information.

Pour ma part, et pour l'instant, en découvrant ces faits (dont on ne parle jamais à l'école), j'ai l'impression qu'en les ignorant on ne comprend pas grand chose à l'histoire et à l'économie ; autrement dit, j'ai l'impression de découvrir quelque chose d'important, du côté de *la cause des causes*.

Je vous souhaite donc bonne lecture et j'attends vos commentaires.

Étienne.

PS : pour ceux qui se contentent de (sembler) refuser toute allusion à quelque complot que ce soit, comme s'il n'existait plus aucun complot sur terre (il faut vraiment prendre les gens pour des imbéciles — ou être soi-même bien malhonnête — pour soutenir une telle ânerie, d'abord, et pour s'en contenter comme contre-"argument", ensuite), pour ces lumières de sagacité, donc, qui dénoncent courageusement, avec un air entendu, les paranoïaques "*théoriciens du complot*".

Commentaires

9000 milliards de \$ égarés par la Réserve Fédérale (FED)
envoyé par Rudy-D. - L'info video en direct.

Voir aussi : http://www.lepost.fr/article/2009/05/27/1552985_9-000-milliards-de-dollars-a-la-fed-disparu-et-le-silence-des-medias.html

Étienne.

5. Le vendredi 27 mai 2011 à 18:38, par **Assurancetourix**

La Fed (*addendum à mon email d'aujourd'hui*) : **La déconstruction-déstructuration de la Fed**

De nouveaux détails sur des actions spécifiques de la Federal Reserve ont été rendus publics par Bloomberg.News, et un article de Huffington.post du 26 mai 2011, de William Alden, rapporte dans un premier temps les diverses précisions ainsi obtenues. Il s'agit de la mise en lumière de prêts à intérêt notablement aimables

(0,01%), portant sur des sommes notablement appréciables (\$30 milliards ou plus, pour chacune des banques) faits par la Fed à plusieurs banques lors de la crise financière de 2008, – notamment à Goldman Sachs, à la Royal Bank of Scotland et au Crédit Suisse...

« In the midst of the global financial crisis in 2008, the Federal Reserve lent Goldman Sachs, Credit Suisse and Royal Bank of Scotland at least \$30 billion each at interest rates as low as 0.01 percent with no public disclosure of the details, Bloomberg News reported on Thursday. The latest revelations about the covert infusions of credit provided by the Fed to some of the world's largest banks has amplified accusations that the central bank is a power unto itself, operating according to its own devices and in the interest of major financial institutions – and beyond accountability to taxpayers.

» “It just points out that this was about secrecy to protect banks basically from embarrassment from transparency, which is not supposed to be what the Fed's about,” said Dean Baker, co-director of the Center for Economic Policy and Research, in Washington. “That is the fundamental problem with the Fed,” Baker added. “They're supposed to be an agency of the government, not an agency of the banks. But reflexively, there they are protecting the banks, again and again and again.” »

Depuis plusieurs mois et même depuis plus d'un an, divers événements de révélations sur les activités de la Fed ont été rendus publics, y compris par le biais de rapports officiels. (Voir *Huffington.post* encore, le 26 avril 2011 : « *A newly-released study from the Congressional Research Service bolsters claims that the nation's largest banks profited off the Federal Reserve's financial crisis-era programs by borrowing cash for next to nothing, then lending it back to the federal government at substantially higher rates.* »)

Il s'agit d'un mouvement général, venu de diverses forces, milieux et autorités, qui conduit à des révélations de plus en plus nombreuses. L'article de *Huffington.post* déjà cité du 27 mai 2011 en fait un rappel.

« But in recent months, the Fed has been forced by Congress and by a Supreme Court decision – in a case originally filed by Bloomberg LP, the parent company of Bloomberg News – to release the details of its so-called emergency lending programs. The Fed undertook those programs throughout 2008, accelerating its lending that fall in the aftermath of the collapse of the investment banking giant Lehman Brothers.

» In December, under orders from Congress, the Fed released a trove of documents that name the recipients of \$3.3 trillion in aid intended to curb damage from the developing financial crisis. The documents describe a variety of Fed special lending facilities, including one program in which nine firms, five of them foreign, were able to borrow \$5 billion for 28 days at the extremely low interest rate of 0.0078 percent, The Huffington Post reported.

» In late March, the Fed released information about its primary lending facility - the so-called discount window - which had provided ultra-cheap cash during the height

of the crisis to a range of firms. During the week in October 2008 when borrowing under the program peaked, foreign banks received more than 70 percent of the \$110.7 billion that the Fed lent out, Bloomberg News reported. Arab Banking Corp., a \$28 billion lender now majority-owned by Libya's central bank, got at least \$3.2 billion that autumn, The Huffington Post reported.

» In 2008, Bloomberg News asked for Fed records under the Freedom of Information Act, but the Fed resisted. Revealing the names of borrowers could cause “substantial competitive harm” to those institutions because they could be perceived as weak, the Fed argued in a court filing. “Because Reserve Banks are the ‘lenders of last resort,’ the fact that an institution is borrowing at the (*discount window*), if publicly disclosed, can fuel market speculation and rumors that the entity's liquidity strains stem from a financial problem at the institution that is not publicly known,” reads a May 2009 statement the Fed filed in a New York district court.

» The case went to the Supreme Court, which rejected an attempt by a banking industry group to block the Fed's disclosure. So, **for the first time** since the Fed's discount window began lending in 1914, the central bank in late March released the identities of its primary facility's borrowers... »

...Certes, nous avons souligné, dans le dernier paragraphe de cette dernière citation, l'expression “for the first time” (*depuis que la Federal Reserve, créée en 1913, a commencé, en 1914, sa politique de prêts*). Cela indique, d'une façon générale, et pour les divers cas signalés, le sort actuel de la Federal Reserve. C'est un mouvement de fond, à partir de divers centres de pouvoir (*Congrès, Cour Suprême, entreprises de presse, etc.*), qui est aujourd'hui en plein développement contre la Federal Reserve. C'est la politique de secret de la Federal Reserve, la fausse Banque Centrale US (“fausse”, *puisque ayant une structure et un actionariat d'institution financière privée*), qui est ici mise très gravement en cause et déconstruite petit à petit. L'on comprend combien, à l'image de notre titre, nous pensons que le terme “déstructuration” convient mieux, même si l'acte est celui d'une “déconstruction”. C'est la substance même de la Fed, sous forme de sa structure, de ses pratiques, de ses normes, qui est ainsi attaquée et de plus en plus rognée, de plus en plus minée.

On observe combien est grande la puissance de l'attaque contre la Fed, avec des résultats qui ne cessent de s'accumuler. C'est évidemment une attaque contre le Système, et non pas seulement contre un élément de la puissance américaniste strictement dite. Si nous parlons du Système, c'est bien parce que tous les caractères de la Fed montrent qu'il s'agit bien de cela ; la Fed est effectivement un organisme privé, échappant structurellement à l'intégration dans le gouvernement ou un système du pouvoir américaniste soi disant public ; son action ne se limite en aucun cas aux banques US mais concerne des banques non-US également, dès lors que ces banques font partie de la structure générale du Système, par essence non caractérisée ni par les frontières, ni par les nationalités. La Fed est effectivement un instrument central (*sic*) et c'est bien un instrument central du Système qui fait ainsi l'objet d'assauts puissants.

On observera enfin que la forme de ces événements est effectivement une déconstruction-déstructuration plutôt qu'une explosion, ou qu'un effondrement brutal, ou une mesure spectaculaire et sensationnelle. Cela n'entache en rien

l'importance du processus, bien au contraire. A notre sens, ce processus n'est nullement terminé, chaque décision et mesure supplémentaire obligeant la Fed à céder du terrain en attirant d'autres mesures contre elle, tout cela créant des jurisprudences, des tendances fortes, un courant grandissant de déstructuration. Simplement, on doit avoir l'attention attirée sur la forme même du processus, pour pouvoir commencer à réfléchir sur la forme que prendra, que prend d'ores et déjà l'effondrement du Système... Beaucoup plus un processus par à-coups, un véritable travail de termites (*encore cette référence, déjà signalée dans notre Bloc-Notes de ce même 27 mai 2011*), qu'un Big Bang tonitruant... Le résultat n'en est pas moins impressionnant. Bien entendu, on observera pour conclure que ce résultat est obtenu par l'action d'autres centres de pouvoir du même Système auquel appartient la Fed, confirmant l'activisme autodestructeur du Système, et sa crise centrale et mortelle par conséquent.

Mis en ligne sur dedefensa.org le 27 mai 2011 à 12H34.

6. Le dimanche 29 mai 2011 à 17:24, par **Étienne**

Merci Assurancetourix,

Mais je vous parie que les banques sauront déclencher une guerre mondiale au moment où nous serons prêts à éliminer les banquiers pour nous sauver.

Comme d'habitude, les guerres sont déclenchées par les banques privées pour éviter les révolutions (et pour s'enrichir par milliards).

La clef de tout ça, ce qui rend tout ça possible (et qui est donc un point de faiblesse), c'est **le suffrage universel réduit à l'élection de représentants**. Le SU permet aux riches de prendre le contrôle total de la production des règles de droit (à travers le financement des campagnes des deux grands partis proposant partout de faux choix) et on en arrive à "Goldman Sachs et Israël maîtres intouchables des USA (et d'ailleurs)".

Mais ces prédateurs ont un talon d'Achille : avec le tirage au sort des représentants, et avec les décisions prises (par conséquent) par les peuples eux-mêmes, tout cela prendrait fin.

Je pense que les 200 ans de capitalisme ne coïncident PAS avec les 200 ans d'élection de députés au suffrage universel PAR HASARD. Autrefois, sous l'Ancien Régime, les riches (marchands et banquiers) devaient composer avec d'autres clans : les nobles, les princes, les ecclésiastiques... Leur pouvoir était (très) limité. Avec les révolutions du 18ème siècle, et surtout avec le suffrage universel réduit à la désignation de maîtres politiques hors contrôle, les riches se sont donné les moyens de leur hùbris, de leur démesure, et le capitalisme est advenu, rendu possible par un droit injuste écrit par les députés des propriétaires...

Rien de tout cela n'est une fatalité.

On s'est fait enfumer par Sieyès, Madison et leurs amis, mais si on le comprend, si on y voit clair, on y met FIN. Bien formuler un problème, c'est l'avoir à moitié réglé.

Mais il faut impérativement que les millions d'humains normaux prennent conscience de la nuisance de leur stupide vache sacrée (l'élection de députés au suffrage universel) et qu'ils comprennent pourquoi et comment fonctionne — ainsi que QUI PEUT INSTITUER — une vraie démocratie.

C'est épouvantable, mais il me semble que nous courrons à la guerre. Par exemple, voyez : **La Chine apporte son soutien militaire au Pakistan face aux USA.**

Étienne.

7. Le dimanche 29 mai 2011 à 22:51, par **Di Girolamo**

OUI ,pas de hasard dans le mode d'organisation de la gouvernance : une démocratie réduit au vote ; c'est effectivement un jeu de dupe à propos duquel Coluche disait : si le vote servait à quelque chose il y a bien longtemps qu'il serait interdit.

Pourtant , de mon côté , ce ne sont pas les solutions techniques qui m'attirent ; je pense qu'au droit de vote il faut adjoindre le droit de délibération .

On a su organiser le vote mais pas l'amont du vote , c'est à dire un travail de fond , réflexion et débat collectif .

On a donc renoncé à la démocratie , à l'exercice de notre souveraineté ; l'essentiel de cet exercice résidant dans le débat , l'interrogation collective sur le projet de société et pas dans l'élection de représentants ; le tirage au sort ne remplacera pas cette indispensable pratique vivante du débat ;

De même que l'organisation politique n'est pas du au hasard et est à la fois fondement et produit du système , l'organisation générale de la société , notamment la sururbanisation ne joue pas en faveur de la démocratie : peut il y avoir démocratie dans un monde urbain? Tirage au sort ou pas ?

Amicalement

8. Le dimanche 29 mai 2011 à 23:08, par **Étienne**

Bonsoir Di Girolamo,

Ne négligez pas les questions techniques : ne laissez pas les questions techniques à nos oppresseurs ; les multinationales et les banques, tous les privilégiés sont ~~favorables~~ totalement acquis et fans des élections de représentants au suffrage universel... Ne leur laissez pas le monopole de cette arme de destruction massive du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il nous faut un minimum de compréhension et de maîtrise des techniques démocratiques pour nous émanciper des privilégiés du moment.

Bien sûr, le tirage au sort **ne remplacera pas** cette indispensable pratique vivante du débat, mais il la **rendra possible**, DE FAIT (voir 200 ans de pratique quotidienne du tirage au sort et d'activité politique d'une intensité jamais vue sur terre depuis), alors

que l'élection de représentants **l'interdit**, DE FAIT (voir 200 ans de pratique de <oxymore>démocratie représentative</oxymore> et d'activité politique déclinante jusqu'au calme plat avec abstention géante et dégoût général).

En démocratie, le tirage au sort ne désigne nullement des chefs, mais des serviteurs : **le tirage au sort sert au peuple à garder le pouvoir ; en tirant au sort ses "magistrats", le peuple démocratique s'assure que ses serviteurs n'auront ni la tentation ni le loisir de se transformer en maîtres.**

Ceci est essentiel ; vous devriez le relire.

Il n'est évidemment pas question de rien décider au hasard : l'assemblée (celle du peuple en corps, et PAS celle de représentants politiques) passe son temps à débattre, mettre en scène les conflits et voter pour décider (stricte et honnête application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, véritable suffrage universel), idée par idée, SANS PARTIS politiques, sans ligne politique globale imposée, sans pensée totale dominante, sans dérive totalisante.

La taille de la Cité (ville ou village) n'est nullement un obstacle au tirage au sort, **au contraire : assorti de contrôles sévères à tous les étages parce que fondé (de façon réaliste) sur la méfiance, le tirage au sort s'accommode bien mieux de l'éloignement géographique que l'élection, privée de contrôles permanents parce que fondée (de façon idéaliste) sur la confiance.**

Quant à la **coordination** des cellules démocratique (les communes), il suffit d'utiliser le schéma connu de la **fédération** (lire Proudhon).

Amicalement.

Étienne.

9. Le mardi 31 mai 2011 à 18:23, par **Di Girolamo**

Ce que je veux dire c'est que le fondement de la démocratie c'est le débat public : la pratique organisée et permanente de la réflexion collective .

Et qu'effectivement dans notre système d'élection de représentants , le fondement même de la démocratie est oublié . Puisque de fait le processus électoral est organisé mais pas le processus de la délibération citoyenne.

Nous subissons donc en permanence les événements sans jamais pouvoir nous en libérer par la pratique de l'intelligence collective. (les thinks thanks et autres clubs élitistes sont une parodie de démocratie)

Même si je ne suis pas opposé au tirage au sort et comprend son grand avantage ;j'exprime des réserves sur son caractère fondateur de la démocratie .

La démocratie c'est pouvoir réfléchir et agir collectivement; c'est vrai que comme pour le tirage au sort ça ne peut pas tomber du ciel et que dans un cas comme dans l'autre c'est la pratique répétée qui peut amorcer et démontrer l'intérêt de la chose.

Il n'y a malheureusement pas que le système politique qui est anti démocratie ; le système économique , l'organisation du territoire sont structurants et ces structures matérielles empêchent la démocratie : je prenais l'exemple des très grandes villes qui de fait se fondent sur centralisation énergétique , industrielle , agricole : comment des urbains peuvent ils réfléchir à tout cela ? Ils ne le peuvent pas à moins d'être prêt à renoncer à leur concentration urbaine ! impossible ; donc le choix est déjà fait ; donc pas de réflexion possible ; pas de démocratie.

J'écoutais l'autre jour à France Inter une émission intéressante sur la télévision et son impact sur le développement des enfants ; non pas les programmes diffusés; mais l'objet TV en lui même qui de fait empêche certains mécanismes d'apprentissage des mots de se faire .

Le problème majeur c'est que la démocratie n'est plus une revendication. Qu'elle n'est même plus comprise ; que sa définition même est passée aux oubliettes. Si le tirage au sort agit là dessus alors je tires au sort ..pour toi Etienne ! Bonne Soirée

10. Le mardi 31 mai 2011 à 21:30, par **Emahdiboy**

De toute évidence, l'action de voter a un but: élire par le peuple des représentants du peuple pour le peuple. Or à quoi aboutit le vote: plus de 50% d'abstention aux USA, mêmes résultats approchant en Europe, en Belgique le vote était obligatoire, résultat plus de 250 jours sans gouvernement. Nos "représentants" nous serinent chaque jour dans les médias avec le "principe de réalité" (novlangue). La réalité est que ce système a atteint ses limites, dans une ère où la surconsommation et l'obsolescence programmée règnent en maître, la seule et unique "chose" à être immortelle et sacrée serait la chose publique (République)? Dans leur discours même ils se contredisent, et si la contradiction est une donnée intrinsèque à l'humanité, il me semble que l'évolution et l'adaptation l'est aussi.

La démocratie repose sur le contrat social, or le contrat est rompu. Je me révolte, donc nous sommes (Camus). Nous décidons d'évoluer et de penser en marge si on le désire, ça ne fait de mal à personne, bien au contraire.

Avant de revendiquer ma liberté, j'apprends ce que signifie liberté, c'est ce j'enseigne aux enfants, je leur laisse regarder la télé, mais je m'efforce de les déconditionner, de faire leur choix en toute liberté de conscience. Pour l'instant nous ne sommes que des esclaves d'un système qui n'a même plus l'hypocrisie de voiler son cynisme. Il faut en changer maintenant.

Ma liberté commence là où commence ma liberté de penser, elle s'arrête là où elle nuit à autrui. Je voterai parce que sinon ce ne peut que être pire pour les autres, c'est de ma responsabilité d'empêcher que ça empire, mais je pense que ce système n'est qu'un cadavre qui cherche sa tombe.

Je n'irai pas mourir ni pour ni contre lui, on peut mourir pour des idées, certes, mais je préfère attendre de voir son cadavre passer devant mes yeux sur la rivière, le toucher pourrait me contaminer.

Une élection n'est qu'un affrontement d'égo, les personnes qui veulent se faire élire ont de toutes manières trop tendance à être égoïstes pour avoir de l'empathie. L'amour ne se divise pas, il se multiplie, sauf si c'est de l'amour propre. En fait nous ne pouvons élire que les moins pires personnes possibles dans celles qui se présentent, tout en sachant que s'ils se présentent, c'est qu'ils sont égocentriques! La démocratie est juste le moins pire des régimes, parce que, théoriquement, il n'est pas absolu, et que le pouvoir absolu corrompt absolument.

D'une certaine manière, j'en viens à penser que la guerre est une chose trop sérieuse pour être confié à des militaires, de même l'économie pour les financiers, et la démocratie pour les politiques. Qui irait confier la garde de sa maison à celui qui a le plus d'intérêt à la piller? Soyons réaliste, demandons l'impossible: démocratie réelle maintenant.

11. Le mercredi 1 juin 2011 à 07:33, par **Di Girolamo**

Refuser de voter est aujourd'hui un devoir civique qui est le seul acte fort de refus d'une démocratie de faux semblant.

Cet acte doit affirmer ce refus et revendiquer la mise en place d'une vraie démocratie c'est à dire l'organisation officielle et publique à tous les échelons territoriaux de travaux de réflexion sur le projet de société

Cette revendication de démocratie participative n'est pas antinomique avec la représentation Elle est en tous cas la seule alternative pacifique et porteuse d'espoir que je connaisse.

12. Le samedi 4 juin 2011 à 18:51, par **Assurancetourix**

Le Cartel de la Réserve Fédérale - Partie I : les huit familles

Les quatre cavaliers du système bancaire américain (*Bank of America, JP Morgan Chase, Citigroup and Wells Fargo*) possèdent les quatre cavaliers du pétrole (*Exxon Mobil, Royal Dutch/Shell, BP Amoco et Chevron Texaco*) en tandem avec Deutsche Bank, la BNP, Barclays et d'autres anciens pontes européens de l'argent. Mais leur monopole sur l'économie globale ne s'arrête pas aux limites des champs pétroliers.

D'après les déclarations d'entreprise 10K enregistrées avec la SEC (*NdT: la commission des cotations boursières, le "shérif" de Wall Street, ou ce qui devrait l'être*), les quatre cavaliers de la banque sont parmi les 10 actionnaires majeurs de pratiquement toutes les entreprises figurant dans le gotha du Fortune 500 (1).

Alors qui sont donc les actionnaires de ces banques centralisant l'argent ? Cette information est gardée de manière plus ferme. Mes demandes aux agences régulatrices bancaires concernant la question de savoir qui possède les actions des top 25 compagnies américaines tenant les actions des banques ont initialement reçu un statut couvert par le Freedom of Information Act (*NDT: loi sur la liberté de l'information, qui aux Etats-Unis prévoit d'empêcher le secret de l'information*), avant d'être finalement refusées sous couvert de raisons de "sécurité nationale". Ceci est très ironique, sachant que bon nombre d'actionnaires résident en Europe.

Un des monument de la richesse de l'oligarchie globale qui possède ces compagnies de holding bancaire est la US Trust Corporation, fondée en 1853 et maintenant propriété de Bank of America. Un des récents directeurs de l'US Trust Corporation et administrateur honoraire était Walter Rothschild. D'autres directeurs furent Daniel Davison de JP Morgan Chase, Richard Tucker d'Exxon Mobil, Daniel Roberts de Citigroup et Marshall Schwartz de Morgan Stanley (2). J.W. McCallister, un membre éminent de l'industrie du pétrole avec des entrées dans la maison des Saouds, écrivit dans le Grim Reaper, qu'il a obtenu des informations de banquiers saoudiens, qui citaient le fait que 80% de la banque fédérale de New York, de loin la plus puissante branche de la réserve fédérale, étaient détenus par juste huit familles, dont quatre résident aux Etats-Unis. Ce sont les familles Goldman Sachs, Rockefeller, Lehmans et Kuh Loeb de New York, les Rothschild de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourg, les Lazards de Paris et les Israël Moses Seifs de Rome.

CPA Thomas D. Schauf confirme les dires de McCallister, ajoutant que 10 banques contrôlent les douze branches de la réserve fédérale. Il nomme N.M Rothschild de Londres, Rotshschild Bank de Berlin, la banque Warburg de Hambourg, la banque Warburg d'Amsterdam, Lehmans Brothers de New York, Lazard Brothers de Paris, la banque Kuhn Loeb de New York, la banque Israel Moses Seif de Rome, Goldman Sachs de New York et la banque JP Morgan Chase de New York. Schauf également cite William Rockefeller, Paul Warburg, Jacob Schiff et James Stillman comme étant les individus qui ont le plus d'actions à tire individuel dans la réserve fédérale (3). Les Schiffs sont étroitement liés à Kuhn Loeb, les Stillmans de Citigroup, qui se marièrent dans le clan Rockefeller au début du siècle.

Eustace Mullins arriva aux même conclusions dans son livre "Les secrets de la réserve fédérale", dans lequel il montre des diagrammes connectant la Fed et ses banques membres avec les familles Rothschild, Warburg, Rockefeller et autres (4). Le contrôle exercé par ces familles sur l'économie globale ne peut pas être exagéré et est couvert volontairement du sceau du secret. Leur bras médiatique est prompt à discréditer toute information exposant ce cartel de banques privées comme étant une "théorie du complot". Pourtant, les faits demeurent.

La maison Morgan

La banque de la réserve fédérale est née en 1913, la même année que mourut J. Pierpont Morgan et que la fondation Rockefeller fut créée. La maison Morgan présidait sur la finance américaine depuis le coin de Wall Street et Broad, agissant déjà en quasi banque centrale américaine depuis 1838, quand Georges Peabody la fonda à Londres.

Peabody était un partenaire d'affaires des Rothschilds. En 1952, l'enquêteur sur le Fed Eustace Mullins émit la supposition que les Morgans n'étaient de fait que les agents de Rothschild. Mullins écrivit que les Rothschilds "...préfèrent opérer de manière anonyme aux Etats-Unis derrière la façade de la JP Morgan and co" (5). L'écrivain Gabriel Kolko écrivit "Les activités des Morgan en 1895-96 à vendre des bons du trésor américains en Europe étaient basées sur une alliance avec la maison Rothschild" (6).

La pieuvre financière Morgan enroula rapidement ses tentacules autour du monde. Morgan Grenfell opérait depuis Londres. Morgan et Cie depuis Paris. Les cousins des Rothschilds Lambert montèrent Drexel et compagnie à Philadelphie.

La maison des Morgans étaient impliquées avec les Astors, DuPonts, Guggenheims, Vanderbilts et les Rockefellers. Elle finança le lancement de AT&T, de General Motors, General Electric et DuPont. Tout comme les banques de Londres Rothschild et Barings, Morgan devint partie prenante dans la structure de bon nombre de pays.

Dès 1890, la maison Morgan prêtait à la banque centrale d'Egypte, finançait les chemins de fer russes, renflouait les obligations du gouvernement provincial du Brésil et finançait des travaux publics argentins. Une récession économique en 1893 renforça la puissance financière de Morgan. Cette année là, Morgan sauva les Etats-Unis d'une panique bancaire, formant un groupement pour remonter les réserves fédérales avec un envoi d'une valeur de 62 millions de dollars d'or des Rothschilds (7).

Morgan fut la force motrice derrière l'expansion occidentale des Etats-Unis, finançant et contrôlant les chemins de fer qui avançaient vers l'Ouest. En 1879 les chemins de fer centraux de New York, financés par Cornelius Vanderbilt-Morgan donnèrent des prix préférentiels à John D. Rockefeller pour son monopole pétrolier de la Standard Oil, scellant ainsi la relation Rockefeller/Morgan.

La maison Morgan alors tombe sous le contrôle familial Rothschild et Rockefeller. Un titre du New York Herald clame "Les géants du chemin de fer forment un trust gigantesque". J. Pierpont Morgan qui déclara un jour "la compétition est un péché" se réjouissait maintenant, "pensez un peu que tout le trafic ferroviaire en compétition à l'Ouest de St Louis est placé sous le contrôle d'une trentaine d'hommes" (8). Morgan et le banquier de d'Edward Harriman Kuhn Loeb obtenaient un monopole sur les chemins de fer, tandis que les dynasties bancaires Lehman, Goldman Sachs et Lazard rejoignaient les Rockefellers à contrôler la base industrielle états-unienne (9).

En 1903, les huit familles établirent le Banker's Trust. Benjamin Strong du même organisme fut le premier gouverneur de la banque de la réserve fédérale de New York. La création de la réserve fédérale en 1913 fusionna la puissance des huit familles à la puissance militaire et diplomatique du gouvernement américain. Si leurs prêts internationaux n'étaient pas repayés, les oligarques pouvaient maintenant déployer les fusiliers marins américains (*NdT: traduction la plus proche pour "US Marines »*) pour collecter les dettes. Morgan, Chase et Citibank formèrent une alliance internationale syndiquée de prêteurs sur gage.

La maison Morgan était dans les petits papiers de la maison Windsor britannique et de la maison italienne de Savoie. Les Kuh Loeb, Warburgs, Lehman, Lazard, Israël Moses Seifs et Goldman Sachs étaient également très proches des maisons royales européennes. Dès 1895, Morgan contrôlait le flot d'or qui entra et sortait des Etats-Unis. La première vague des fusions américaines étaient dans sa prime enfance et était promue par les banquiers. En 1897, il y eut 69 fusions d'entreprises industrielles. En 1899, il y en eut 1200. En 1904, John Moody, le fondateur de

Moody's Investor Services, dit qu'il était alors impossible de séparer les intérêts des Rockefeller et des Morgans (10).

La méfiance du public envers l'alliance se propagea. Beaucoup les considéraient comme des traîtres à travailler avec le vieux système financier européen. La Standard Oil de Rockefeller, les aciers américains de Andrew Carnegie et les chemins de fer de Edward Harriman étaient tous financés par le banquier Jacob Schiff de Kuhn Loeb, qui lui travaillait en relations étroites avec les Rothschilds d'Europe.

Plusieurs états de l'ouest des Etats-Unis bannirent les banquiers. Le populiste William Jennings Bryan fut trois fois le candidat présidentiel démocrate de 1896 à 1908. Le thème central de sa campagne anti-impérialiste fut de dire aux citoyens que les Etats-Unis étaient en train de tomber dans le piège de "l'esclavage financier au capital britannique". Teddy Roosevelt battit Bryan en 1908, mais fut forcé à la suite de ce feu de brousse anti-impérialiste de faire passer le décret anti-trust. Il s'attaqua ensuite au trust de la Standard Oil.

En 1912 eurent lieu les auditions Pujo, qui s'occupèrent des concentrations de pouvoir à Wall Street. La même année, Mme Harriman vendit ses parts substantielles de la banque du New York Guaranty Trust à J.P Morgan, créant ainsi Morgan Guaranty Trust. Le juge Louis Brandeis convainquit le président Woodrow Wilson de terminer les situations d'inter-relations de comités directeurs. La loi anti-trust Clayton fut passée en 1914.

Jack Morgan le fils et successeur de J. Piermont, répliqua en demandant aux clients de Morgan Remington et Winchester d'augmenter la production d'armement. Il décida que les Etats-Unis devaient entrer dans la première guerre mondiale. Pressé par la fondation Carnégie et d'autres instances de l'oligarchie, Wilson céda. Comme Charles Tansill écrivit dans "L'Amérique s'en va en guerre" : "Même bien avant que la poudre ne parle, la firme française des frères Rothschild câbla à Morgan and co à New York suggérant le flottement d'un prêt de 100 millions de dollars, dont une partie substantielle serait laissée aux Etats-Unis pour payer les dépenses françaises pour des achats de produits américains."

La maison Morgan finança la moitié de l'effort de guerre américain, tout en recevant des commissions pour avoir introduit des sous-traitants comme General Electric, DuPont, les aciers Américain, Kennecott et ASARCO. Tous étaient des clients de Morgan. Morgan finança également la guerre des Boers britannique en Afrique du Sud et la guerre franco-prussienne. La conférence de la paix de Paris en 1919 fut présidée par Morgan, qui mena les efforts de reconstruction à la fois de l'Allemagne et des alliés (11).

Dans les années 1930, le populisme refit surface après que Goldman Sachs, Lehman et autres banques eurent profité du crash de 1929 (12). Le président du comité bancaire du parlement américain Louis Mc. Fadden (démocrate-New York) dit de la grande dépression : "ce ne fut pas un accident. Ce fut planifié... Les banquiers internationaux pensèrent à créer une situation de désespoir afin de pouvoir en émerger comme nos dirigeants absolus."

Le sénateur Gerald Nye (*démocrate-Dakota du nord*) présida une enquête sur les munitions en 1936. Nye conclua que la maison Morgan précipita les Etats-Unis dans la première guerre mondiale pour protéger des emprunts et pour créer un essor de l'industrie de l'armement. Nye produisit plus tard un document dont le titre était "La prochaine guerre", qui référerait cyniquement au "truc de la vieille déesse démocratie", par lequel le Japon pourrait-être dupé dans une seconde guerre mondiale. En 1937, le secrétaire à l'intérieur Harold Ickes, mit en garde de "l'influence des 60 familles américaines". L'historien Ferdinand Lundberg plus tard écrivit un livre ayant le même titre. Le juge de la cour suprême de justice William O. Douglas déclara "l'influence de Morgan... la plus pernicieuse dans la finance et l'industrie aujourd'hui."

Jack Morgan répondit en rapprochant les Etats-Unis de la seconde guerre mondiale. Morgan avait des relations très étroites avec les familles Iwasaki et Dan, les clans les plus riches du Japon, qui possédaient Mitsubishi et Mitsui respectivement, depuis que ces deux compagnies émergèrent des shogunats du XVIIème siècle. Quand le Japon envahit la Manchourie et massacra les paysans de Nankin, Morgan minimisa l'incident. Morgan avait aussi d'étroites relations avec le fasciste italien Benito Mussolini, tandis que le nazi allemand Dr. Hjalmer Schacht était la liaison entre la banque Morgan et l'Allemagne durant la seconde guerre mondiale. Après la guerre, les représentants de Morgan rentrèrent Schacht à la Bank for International Settlements (*BIS*) à Bâle en Suisse (13).

La maison Rockefeller

La BIS est la banque la plus puissante du monde, une banque centrale globale pour les huit familles qui contrôlent les banques centrales de presque toutes les nations occidentales et des pays en voie de développement. Le premier président de la BIS fut le banquier de Rockefeller Gates McGarragh, un officiel de la Chase Manhattan Bank et de la réserve fédérale. McGarragh était le grand-père de l'ex-directeur de la CIA Richard Helms. Les Rockefeller, tout comme les Morgans, avaient des relations très étroites avec Londres. David Icke écrit dans "Les enfants de la matrix", que les Rockefeller et les Morgans n'étaient que des "prête-noms" pour les Rothschilds (14).

La BIS est une propriété de la réserve fédérale, de la banque d'Angleterre, de la banque d'Italie, banque du Canada, banque de Suisse, banque de Hollande, banque fédérale allemande et de la banque de France.

L'historien Carroll Quigley écrivit dans son épique livre "Tragédie et Espoir" que la BIS faisait partie d'un plan, celui de "**créer un système mondial de contrôle financier dans des mains privées et capable de dominer le système politique de chaque pays et l'économie du monde dans son entièreté... un contrôle s'exerçant de manière féodale par les banques centrales du monde agissant de concert à travers des accords secrets**". Le gouvernement américain avait une méfiance historique à l'égard de la BIS, et fit pression sans succès pour qu'elle soit abandonnée en 1945 à la conférence de Bretton-Woods. Au contraire de cela, la puissance des huit familles fut exacerbée avec la création par la conférence de Bretton-Woods du FMI et de la banque mondiale. La banque fédérale américaine ne prit des parts à la BIS qu'en Septembre 1994 (15).

La BIS détient au moins 10% des fonds de réserve d'au moins 80 banques centrales au monde, du FMI et autres institutions multilatérales. Elle sert d'agent financier pour les accords internationaux, collecte les informations sur l'économie globale et sert de prêteur ou de dernier rempart pour éviter un effondrement financier global général. La BIS fait la promotion d'un agenda de fascisme monopolistique capitaliste. Elle donna un prêt de soudure à la Hongrie dans les années 1990 pour assurer la privatisation de l'économie de ce pays. Elle servit de canal de financement d'Adolf Hitler pour les huit familles, emmené par Henry Schroeder des Warburgs et la banque Mendelsohn d'Amsterdam. Un certain nombre de chercheurs assument que la BIS est en fait le centre du blanchiment d'argent du trafic de drogue global (16).

Ce n'est pas une coïncidence si la BIS a son QG en Suisse, la cache financière préférée pour la richesse de l'aristocratie globale et quartier général de la loge franc-maçonne P2 italienne Alpina et Nazi International. D'autres institutions que contrôlent les huit familles inclues le Forum Economique Mondial (*Davos NdT*), la Conférence Monétaire Internationale et l'Organisation Mondiale du Commerce (*OMC*).

Bretton Woods fut une aubaine pour les huit familles. Le FMI et la banque mondiale étaient centrales à ce "Nouvel Ordre Mondial". En 1944, les premiers bons de la banque mondiale furent amenés par Morgan Stanley et la First Boston. La famille française Lazard devint plus impliquée dans les intérêts de la maison Morgan. Lazard Frères, la banque d'investissement la plus importante de France, est la propriété de Lazard et des familles David-Weill, vieille tradition bancaire de Gênes représentée par Michelle Davive. Un directeur récent et PDG de Citigroup fut Sanford Weill.

En 1968, Morgan Guaranty lança Euro-Clear, une banque basée à Bruxelles spécialisée dans le système de négoce des sécurités Eurodollar. Ce fut la première aventure automatique. Certains appelèrent Euro-Clear "la bête". Bruxelles sert de QG pour la nouvelle banque centrale européenne (*BCE*) et pour l'OTAN. En 1973, les officiels de Morgan se rencontrèrent secrètement aux Bermudes pour opérer la résurrection illégale de la vieille maison Morgan, 20 ans avant que la loi Glass Steagal fut abandonnée. Morgan et les Rockefeller donnèrent l'apport financier de départ pour Merrill Lynch, la propulsant dans le top 5 des banques d'investissement américaines. Merrill Lynch est maintenant une partie de Bank of America.

John D. Rockefeller utilisa sa richesse du pétrole pour acquérir Equitable Trust, qui avait absorbé plusieurs grandes banques et entreprises dans les années 1920. La grande dépression de 1929 aida Rockefeller à consolider sa puissance. Sa banque Chase, mergea avec la banque de Manhattan de Kuhn Loeb pour former la banque Chase Manhattan, ainsi cimentant une relation familiale de longue durée. Les Kuhn-Loeb avaient financé, avec les Rothschilds, la quête de Rockefeller pour devenir le roi du pétrole. La banque National City Bank de Cleveland donna les fonds à John D. Rockefeller dont il avait besoin pour s'embarquer dans le monopole de l'industrie pétrolière américaine. La banque fut identifiée dans une enquête du Congrès US comme étant une des trois banques des Rothschilds aux Etats-Unis dans les années 1870; quand John D. créa pour la première fois la Standard Oil dans l'état de l'Ohio (17).

Un des associés de Rockefeller dans la Standard Oil était Edward Harkness dont la famille fut amenée à contrôler Chemical Bank. Un autre fut James Stillman, dont la famille contrôlait Manufacturers Hanover Trust, Les deux banques ont mergé sous l'ombrelle de JP Morgan Chase. Deux des filles Stillman marièrent deux des fils de William Rockefeller. Les deux familles contrôlent une grosse part de Citigroup également (18).

Dans les affaires des assurances, les Rockefellers contrôlent Metropolitan Life, Equitable Life, Prudential and New York Life. Les banques de Rockefeller contrôlent 25% de tous les biens des 50 plus grandes banques commerciales des Etats-Unis et 30% de tous les biens des 50 plus grosses compagnies d'assurance aux Etats-Unis (19). Les compagnies d'assurance, la première aux Etats-Unis fut créée par les franc-maçons, jouent un rôle important dans la donne de l'argent de la drogue aux Bermudes.

Les entreprises sous contrôle des Rockefeller incluent Exxon Mobil, Chevron Texaco, BP Amoco, Marathon Oil, Freeport McMoran, Quaker Oats, ASARCO, United, Delta, Northwest, ITT, International Harvester, Xerox, Boeing, Westinghouse, Hewlett-Packard, Honeywell, International Paper, Pfizer, Mororola, Monsanto, Union Carbide et General Foods.

La fondation Rockefeller a des liens très étroits avec les fondations Carnegie et Ford. D'autres aventures philanthropiques de la famille incluent le fond d'investissement des frères Rockefeller, Rockefeller Institute for Medical Research, General Foundation Board, Rockefeller University et l'Université de Chicago, qui vomit régulièrement un flot continue d'économistes d'extrême droite, apologistes du capital international, incluant Milton Friedman.

La famille possède 30 Rockefeller Plaza, où l'arbre de Noël national est allumé chaque année et le Centre Rockefeller. David Rockefeller a joué un rôle clé dans la construction des tours du WTC. La maison de famille des Rockefeller est un complexe dans la partie bourgeoise de New York appelée Pocantico Hills. Ils possèdent également un duplex de 32 pièces sur la 5ème avenue à Manhattan, un manoir à Washington DC, le ranch Monte Sacro au Vénézuéla, des plantations de café en Equateur, plusieurs fermes au Brésil, une grande propriété à Seal Harbor, dans le Maine et des stations balnéaires dans les Caraïbes, Hawaï et à Porto Rico (20).

Les familles Dulles et Rockefeller sont cousines. Allen Dulles créa la CIA, assista les nazis, couvrit l'assassinat de Kennedy de la commission Warren et fit une alliance avec la confrérie des Frères Musulmans pour créer des assassins conditionnés (21).

Son frère John Foster Dulles, fut président des trusts bidon de la Goldman Sachs avant l'effondrement de la bourse en 1929 et aida son frère à renverser des gouvernements au Guatemala et en Iran. Tous deux étaient membres de la société secrète Skull & Bones, du Conseil en Relation Etrangère (CFR) et franc-maçons au 33ème degré (22).

Les Rockefellers ont joués un rôle clé pour former le club de Rome et son agenda de dépopulation, dans leur propriété familiale de Bellagio en Italie. Leur propriété de

Pocantico Hills donna naissance à la Commission Trilatérale. La famille est une pourvoyeuse de fonds importante pour le mouvement eugéniste, qui accoucha d'Hitler, du clonage humain et de la forme courante d'obsession génétique sur l'ADN qui court dans les cercles scientifiques américains.

John Rockefeller Junior fut à la tête du conseil de la population jusqu'à sa mort (23). Son fils du même nom est un sénateur élu pour la Virginie de l'Ouest. Son frère Winthrop Rockefeller fut lieutenant gouverneur d'Arkansas et demeure l'homme le plus puissant de cet état. Dans une interview avec le magazine Playboy en Octobre 1975, le Vice-président Nelson Rockefeller, qui était aussi gouverneur de l'état de New York, articula les vues globalistes et arrogantes de sa famille de cette façon : "Je crois absolument dans une planification mondiale totale de l'économie, des affaires sociales, de la politique, de l'armée..."

Mais de tous les frères Rockefeller, c'est le fondateur de la commission trilatérale et président de la banque Chase Manhattan David qui propulsa l'agenda fasciste de la famille sur la scène globale. Il défendît le Shah d'Iran, le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, et la junte militaire de Pinochet au Chili. Il fut le plus grand financier du CFR, de la commission trilatérale et (*pendant la guerre du Vietnam*), du comité pour une paix effective et durable en Asie, une aventure affairiste pour ceux qui faisaient leur argent et vivaient du conflit.

Nixon lui proposa d'être son secrétaire au trésor (*ministre des finances, NdT*), mais Rockefeller déclina l'offre, sachant que sa puissance était bien supérieure en étant à la tête de la banque Chase Manhattan. L'écrivain Gary Allen écrivit dans son livre "Le dossier Rockefeller" en 1973 : "David Rockefeller a rencontré 27 chefs d'état, incluant les dirigeants de la Chine et de l'URSS."

En 1975, après Le coup de la Nugan Hand Bank et de la CIA contre le premier ministre australien Gough Whitlam, son successeur nommé par la couronne britannique se dépêcha d'aller aux Etats-Unis où il rencontra Gerald Ford après avoir rencontré David Rockefeller (24).

à suivre... la suite... trois autres épisodes du "Cartel de la Réserve Fédérale"...

Par **Dean Henderson**, le 1er juin 2011.

Dean Henderson est l'auteur de « Big Oil & Their Bankers in the Persian Gulf : Four Horsemen », « Eight Families & Their Global Intelligence », « Narcotics & Terror Network and The Grateful Unrich : Revolution in 50 Countries ».

Notes :

(1) 10K Filings of Fortune 500 Corporations to SEC. 3-91

(2) 10K Filing of US Trust Corporation to SEC. 6-28-95

(3) "The Federal Reserve 'Fed Up'. Thomas Schauf. www.davidicke.com 1-02

- (4) The Secrets of the Federal Reserve. Eustace Mullins. Bankers Research Institute. Staunton, VA. 1983. p.179
- (5) The Secrets of the Federal Reserve. Eustace Mullins. Bankers Research Institute. Staunton, VA. 1983. p.53
- (6) The Triumph of Conservatism. Gabriel Kolko. MacMillan and Company New York. 1963. p.142
- (7) Rule by Secrecy: The Hidden History that Connects the Trilateral Commission, the Freemasons and the Great Pyramids. Jim Marrs. HarperCollins Publishers. New York. 2000. p.57
- (8) The House of Morgan. Ron Chernow. Atlantic Monthly Press New York 1990
- (9) Marrs. p.57
- (10) Democracy for the Few. Michael Parenti. St. Martin's Press. New York. 1977. p.178
- (11) Chernow
- (12) The Great Crash of 1929. John Kenneth Galbraith. Houghton, Mifflin Company. Boston. 1979. p.148
- (13) Chernow
- (14) Children of the Matrix. David Icke. Bridge of Love. Scottsdale, AZ. 2000
- (15) The Confidence Game: How Un-Elected Central Bankers are Governing the Changed World Economy. Steven Solomon. Simon & Schuster. New York. 1995. p.112
- (16) Marrs. p.180
- (17) Marrs. p.45
- (18) The Money Lenders: The People and Politics of the World Banking Crisis. Anthony Sampson. Penguin Books. New York. 1981
- (19) The Rockefeller File. Gary Allen. '76 Press. Seal Beach, CA. 1977
- (20) The Rockefeller File. Gary Allen. '76 Press. Seal Beach, CA. 1977
- (21) Dope Inc.: The Book That Drove Kissinger Crazy. Editors of Executive Intelligence Review. Washington, DC. 1992
- (22) Marrs.

(23) The Rockefeller Syndrome. Ferdinand Lundberg. Lyle Stuart Inc. Secaucus, NJ. 1975. p.296

(24) Marrs. p.53

Article original en anglais : The Federal Reserve Cartel - Part I : The Eight Families (traduction : Résistance 71)

(...)

15. Le mercredi 8 juin 2011 à 23:11, par **simplesanstete**

Julien Alexandre l'exécuteur de l'imposteur Jorion n'en croit pas un mot, réponse a Kerjean sur la FED associations de banques privées.

8 juin 2011 à 21:23

Griffin = libertarien complotiste à deux balles (Google is your friend). Ce sont des clowns qui essaient sur wikipédia sur les sujets de création monétaire, de la FED, etc. A force de forcer les mises à jour, les contributeurs de bonne foi et bien informés se résignent à laisser ces inepties passer. C'est la technique dite « Bogdanov » pour ceux qui connaissent l'affaire

16. Le jeudi 9 juin 2011 à 19:11, par **Assurancetourix**

Julien Alexandre est un vrai âne bâté, coraqué par Paul Jorion (son maître à "néo-pensée unique"), qui ne cherche nullement à comprendre la vérité et la réalité des faits, mais à mettre (préalablement à toute réflexion personnelle) des étiquettes (conforme, non-conforme, complotiste, libertarien, ...) sur les contenants (auteurs) avant de daigner étudier les contenus (textes, liens, documents) qui lui sont présentés à la modération (censure) !

Même la **propagande officielle de la FED** (page 7) admet l'évidence du "**Federal Reserv Act**", à savoir que celle-ci est effectivement détenus par des actionnaires privés (banques commerciales) :

The Reserve Banks are quasi-governmental, or legally private but functionally public, corporations. Reserve Banks are "owned" by commercial banks in their region (that is, banks hold stock in their Federal Reserve Bank) but serve public goals and are overseen by the Board of Governors, a government entity. While these member banks are considered "owners" of the Fed, they do not have many of the usual rights of stockholders.

For example, although 6 percent of their capital is invested in the Reserve Banks, their dividend return on this investment is fixed at 6 percent by law. The purpose of this quasi-governmental arrangement is to ensure a central bank that is both accountable to the American people and insulated from political pressure.

Le véritable pouvoir des actionnaires privées de la Fed n'est évidemment pas dans le montant des dividendes qu'ils touchent de celles-ci.

LE RÉEL POUVOIR DES ACTIONNAIRES SECRETS DE LA FED EST AILLEURS !!!

17. Le vendredi 10 juin 2011 à 10:47, par **simplesanstete**

@assurancetourix La rhétorique de JA dans sa réponse est prodigieuse et très énervante c'est toute la façade de ce blog, belle mise en scène d'un savoir abstrait, une avant garde virtuelle très séduisante, un pot de miel.

Si vous le souhaitez contactez moi à francedubuis@hotmail.co.uk nous en rirons ensemble.

PS assurance tous risques c'est comme ça que je nomme le judéo christianisme, les assurances et la finance fonctionnent sur le même principe.

18. Le vendredi 10 juin 2011 à 12:49, par **Assurancetourix**

C'est quand même hallucinant d'être obligé d'insulter Julien Alexandre (via le blog de notre hôte) pour réussir enfin à avoir un de mes commentaires, habituellement systématiquement censurés (blacklistés par adresse IP), enfin publié sur le blog de Paul Jorion.

Je ne cherche pas à avoir constamment raison, je cherche à appréhender la vérité, et lorsqu'il m'arrive de me tromper, je l'admets volontiers.

Voici sa réponse (10 juin 2011 à 00:27) qui ne manque pas, pour une fois, de quelques arguments :

La FED n'a aucun « actionnaire secret ». Elle est détenue par les 12 banques régionales fédérales. Ce sont ces 12 banques régionales fédérales dont sont actionnaires les banques commerciales. Ce que vous semblez ignorer, c'est que l'actionnariat des banques commerciales ayant une couverture nationale n'est pas un choix : c'est une obligation. Seules les banques commerciales ayant une couverture régionale ont le choix de devenir ou pas actionnaire. Les parts possédées dans la FED régionale, contrairement aux établissements privés, ne peuvent ni être changées, ni vendues, ni gagées.

Les banques commerciales ne participent pas à l'élaboration de la politique monétaire de la FED. Ce sont les 7 membres du « board of governors » de la FED qui élaborent les politiques suivies par l'institution.

Il est intéressant de noter que les 7 membres du « board of governors » sont nommés par le POTUS, et non pas par les conseils d'administration des banques commerciales. Vous en connaissez beaucoup des entreprises privées dont les dirigeants sont nommés par les pouvoirs publics ? Moi pas. Les banques commerciales élisent en revanche 6 des 9 gouverneurs des FED régionales.

Les banques commerciales sont également solidaires de façon indivisible des pertes qui pourraient intervenir dans l'exercice des missions de la FED.

38 % des banques américaines sont actionnaires de la FED. Ils sont où les « actionnaires secrets » ?

Que des devoirs, aucuns droits ou presque, et comme seule compensation pour le caractère obligatoire de leur participation et les responsabilités légales qui leur échoient un coupon de 6 %.

Voyez comme ceci nuance le raccourci simplet « les banques commerciales possèdent la FED qui est privée et n'a rien de fédérale » et toutes les interprétations complotistes (j'adore les étiquettes, surtout quand elles collent bien) qui l'entourent.

La qualification juridique correspondante en France serait très certainement celle de GIP (groupement d'intérêt public).

-

Je viens de découvrir deux documents officiels intéressants qui vont me servir de base pour une prochaine réponse argumentée :

- Money and the federal system : Myth and reality (rapport au Congrès US, 1996)
- The Federal Reserve System : Purposes & functions (Fed, 2005)

19. Le vendredi 10 juin 2011 à 13:23, par **Assurancetourix**

Voici deux autres sources d'informations intéressantes (toujours en anglais) pour comprendre la vérité sur la Fed :

- Who owns the Federal Reserve and why don't you know ?
- Debunking the Federal Reserve Conspiracy Theories (tentative de déconstruction de 10 "mythes" sur la Fed) :

=> Myth #4. The Federal Reserve is a privately owned bank.
=> Myth #5. The Federal Reserve is owned and controlled by foreigners.
(dans Myth #5, l'auteur tente de démonter les théories de Eustace Mullins & Gary Kah)

20. Le vendredi 10 juin 2011 à 17:19, par **Assurancetourix**

Voici la réponse que je viens de faire à Julien alexandre :

Alors là ce n'est plus de la modération, ni de la censure, mais bien de la manipulation à l'état pur !

Si vous aviez pris la peine de parcourir jusqu'au bout le lien que vous venez de censurer outrancièrement sans le lire, vous auriez constaté que figure également dans celui-ci (*en "Footnotes/Further Research/Quotes"*) le dernier des liens que j'ai soumis plus haut à votre attention sous le titre "Who Owns and Controls the Federal Reserve ? by Dr. Edward Flaherty, University of Charleston" (*qui abonde dans votre posture "réactionnaire" à tendance "démystificatrice"*) ainsi que bien d'autres

informations fort intéressantes mais qui s'écartent de la "néo-pensée unique" que vous participez activement à propager en effectuant ce type de manipulation de l'expression et de l'information (*indigne de ce blog qui se réclame "progressiste"*).

L'auteur de cet article censuré est un chercheur de vérité (*comme moi*), mais la vérité ne vous intéresse pas, le contenu de l'article non plus d'ailleurs (*surtout pas*), seul la certitude de rester fermement accroché à vos préjugés rassurants vous animent réellement.

Le traduction du sous-titre du site sur lequel le chercheur s'exprime est "à la poursuite de la vérité, avant que tout le monde ne la comprenne" ! Est-ce là être complotiste que de chercher la vérité au delà de la pensée unique propagée par le système ?

Nous ne sommes définitivement plus en démocratie chez Paul Jorion mais véritablement en "Alexandrie" !!!

Pourquoi une pieuvre en tête de l'article censuré, je laisse Joseph Stiglitz (*figurant également en bonne place dans cet article*) s'exprimer à ma place en terme "politiquement correct" que vous devriez je l'espère accepter et comprendre :

Nobel Prize-Winning Economist : Federal Reserve System is Corrupt and Undermines Democracy

Joseph Stiglitz - former head economist at the World Bank and a nobel-prize winner - said yesterday that the very structure of the Federal Reserve system is so fraught with conflicts that it is "corrupt" and undermines democracy.

Stiglitz said: If we (i.e. the World Bank) had seen a governance structure that corresponds to our Federal Reserve system, we would have been yelling and screaming and saying that country does not deserve any assistance, this is a corrupt governing structure. Stiglitz pointed out that - if another country had presented a plan to reform its financial system, and included a regulatory regime that copied the makeup of the Federal Reserve system - "it would have been a big signal that something is wrong."

Stiglitz stressed that the Fed banks have clear conflicts of interest, since the banks are largely governed by a board of directors that includes officers of the very banks they're supposed to be overseeing:

So, these are the guys who appointed the guy who bailed them out ... Is that a conflict of interest?

They would say, 'no conflict of interest, we were just doing our job. But you have to look at the conflicts of interest"... The reason you talk about governance is because in a democracy you want people to have confidence ... This is a structure that will undermine confidence in a democracy. Indeed, by all objective measures, the Fed has performed horribly (and see this).

As 6 congressmen wrote last November, there are at least 4 reasons to demand full transparency of the Federal Reserve, and a change in the Fed's structure: First ... how effective a regulator can the Federal Reserve be if it is unwilling to strive for good public policy through its regulatory powers?

Second, there is an inherent conflict in the manner in which regional reserve branch presidents are selected – in that representatives of the member banks select the regional president. It seems counterproductive, yet the banking system has provided case after case of regulated entities selecting their own regulator.

Third, the Federal Reserve has continually resisted efforts to engage in discussion on structural and governance reform at the System. Most recently, Bloomberg reported yesterday that the Federal Reserve has rejected a White House request that (the Federal Reserve) conduct a public review of its structure and operations.

Despite a request from the administration that provided ample opportunity for the Federal Reserve to have input into its own reforms, the central bank has simply refused. It is because of this attitude that I argue that real financial regulatory reform cannot occur without an examination into the structure of this entity.

Fourth, and most importantly, the Federal Reserve has shown a repeated unwillingness to accept efforts to improve transparency for the System.

21. Le dimanche 12 juin 2011 à 22:10, par **simplesanstete**

Nous savons quelques amis et moi que Jorion est la 1ere avant garde virtuelle de gauche of course:révolutionnaire de droite qui monte, un excellent sous traitant d'Attali, il l'avoue presque dans son dernier pot de miel très attachant, la guerre numérique. C'est le temps des salauds sincères qui vous décrédibilisent gentiment, très similaire a ces gens sur le Golan qui disent"vous vous sentez coupable quand vous tirez sur des gens désarmés" Aux armes de la co-naissance !!!!